



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**

RIO+20 VU À PARTIR DU NORD DES AMÉRIQUES

Yves Vaillancourt

membre du GESQ et
chercheur régulier au LAREPPS, à l'ARUC-ISDC,
à l'ARUC « Reducing Poverty and Empowering Citizenship » et au CRISES

Copublication GESQ, ARUC-ISDC et LAREPPS

Ce texte a d'abord été rédigé pour être traduit en espagnol et publié en juin 2012 dans le numéro 9 de la revue *Otra Economía* éditée présentement par Marília Veríssimo Veronese et dirigée par José Luis Coraggio et Luiz Inácio Gaiger, sous la responsabilité de l'Université brésilienne Unisinos – *Universidade do Vale do Rio Sinos*. Voir : www.unisinos.br/revistas/index.php/otraeconomia.

Mai 2012



Groupe d'Économie Solidaire du Québec

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) est un espace que les acteurs québécois se sont donnés pour assurer leur participation collective au Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) et d'autres réseaux continentaux et intercontinentaux comme le Forum social mondial. L'initiative et la réalisation de projets de coopération internationale reviennent à chaque organisation. La contribution du GESQ, c'est d'arrimer ces actions à un réseau de solidarité internationale en économie sociale. Le GESQ offre au Québec un réseau de solidarité internationale en économie solidaire. Il considère remplir à ce titre une mission d'intérêt public.

Les objets pour lesquels le groupe est constitué sont les suivants :

1. Promouvoir et supporter le développement de réseaux entre les entreprises et associations de divers pays sur la base de la rentabilité économique et sociale de la solidarité ;
2. Organiser des activités, événements et rencontres de tout ordre pour stimuler le développement de l'économie solidaire et mettre en réseau les personnes et groupes intéressés ;
3. Réaliser et publier des études, documents et autres ouvrages de nature à promouvoir l'économie solidaire ;
4. Solliciter et recevoir des subventions, des souscriptions ou des ressources financières ou autres, et les gérer en fonction de la poursuite de ces objets.

Ses mandats spécifiques sont :

1. De soutenir la réflexion collective québécoise sur les enjeux et les perspectives d'une mondialisation solidaire, particulièrement dans le cadre d'un forum annuel, l'universités d'été et de conférences internationales;
2. D'assurer la promotion et la circulation de l'information sur les initiatives et réalisations québécoises de partenariat Nord-Sud en économie sociale et solidaire;
3. De participer à la présence québécoise au RIPESS, aux FSM et autres réseaux;
4. D'organiser une contribution québécoise concertée au développement de réseaux continentaux et internationaux, à la mise en place d'organismes de soutien et à la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire par les États et les organisations internationales;
5. De soutenir la participation québécoise aux rencontres internationales pour une mondialisation solidaire.

GESQ A/S Réjean Mathieu
LAREPPS École de Travail social,
Université du Québec à Montréal
CP 8888 Succ. Centre-ville,
Montréal (Québec) H3C 3P8

<http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/>

Introduction

À la différence de la crise des années 1930, celle 2008 n'est pas seulement économique. Elle est aussi écologique. Conséquemment, pour surmonter la crise, il ne suffit pas de miser sur l'intervention de l'État régulateur et redistributeur. Il faut aussi compter sur la contribution des acteurs de la société civile, notamment de ceux de l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est la raison pour laquelle, en Amérique du Nord, tout comme en Europe et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (LAC), les réseaux qui font la promotion de l'ESS se sentent interpellés depuis plusieurs mois par l'agenda des événements de Rio+20 qui se dérouleront à Rio de Janeiro en juin 2012. En tant que lecteur assidu des informations diffusées sur la chaîne RIPPSS-LAC, j'ai constaté au cours des derniers mois que les promoteurs de l'ESS dans plusieurs pays de la région Latina America y Caribe (LAC) se mobilisent pour articuler et organiser leur contribution aux préparatifs de Rio+20. Par exemple, en République Dominicaine, l'Instituto de Desarrollo de la Economía Asociativa (IDEAC) a tenu une rencontre le 6 mars 2012 pour amener les organisations de la société civile à prendre position sur les enjeux de la Conférence de l'ONU sur le développement durable Rio+20 (Cruz, 2012). Au Pérou, le 27 mars 2012, un atelier de travail, convoqué par le *Grupo Impulsor «Peru hacia Rio+20»*, a été tenu avec la participation de plus de 60 personnes, dont certaines provenant des réseaux d'ESS représentés par le GRESP (Peru hacia Rio+20, 2012). Des initiatives semblables existent dans plusieurs autres pays de la région LAC. Cela démontre que l'intérêt pour participer à la préparation de Rio+20 est considérable dans le continent LAC et que les démarches de préparation liées à Rio+20 favorisent un rapprochement entre les acteurs de divers réseaux incluant l'ESS, les groupes écologiques, les organismes de coopération internationale (OCI), les mouvements sociaux et les pouvoirs publics.

Or, dans le Nord des Amériques, les rendez-vous de Rio+20 suscitent aussi de l'intérêt et des préparatifs de diverses natures dont je veux rendre compte dans la présente chronique.

Comme je suis peu informé sur les démarches de préparation en cours aux États-Unis, je me concentrerai sur celles qui ont cours au Canada et, plus particulièrement sur les préparatifs en cours au Québec. Précisons au passage qu'au Nord comme au Sud, lorsque nous parlons de Rio+20, nous référons aux deux types de rencontres qui auront lieu à Rio de Janeiro en juin 2012. D'une part, aux rencontres officielles des chefs d'État tenues dans le cadre de la Conférence des Nations-Unies pour le développement durable, 20 années après une Conférence semblable tenue à Rio en 1992. D'autre part, aux rencontres parallèles qui auront lieu dans le cadre du « Sommet des peuples de Rio+20 pour la justice sociale et environnementale ».

Le point que je compte faire ressortir est le suivant : Au Québec, à la différence de ce qui se passe dans le reste du Canada et en conformité avec ce qui se passe dans plusieurs pays de la région LAC, les préparatifs de Rio+20 permettent aux réseaux de l'ESS d'opérer un rapprochement significatif avec d'autres réseaux d'acteurs sociaux, notamment avec des groupes écologiques, des organismes de coopération internationale (OCI), des groupes altermondialistes, des mouvements sociaux et des acteurs politiques intéressés.

Dans le reste du Canada, la mobilisation autour des enjeux de Rio+20 demeure davantage l'affaire de certains représentants gouvernementaux et d'activistes impliqués dans l'altermondialisation et la coopération internationale.

Pour exposer mon point de vue, j'ai structuré mon texte en deux parties. D'abord, je fournis des éléments de contexte en évoquant la conjoncture politique canadienne et québécoise en privilégiant les aspects qui ont un impact sur les enjeux écologiques et la montée de la prise de conscience à leur égard dans la société civile. Ensuite, je me penche sur sept étapes qui ont jalonné la démarche québécoise relative à Rio+20 en faisant ressortir les rapprochements qui se font entre les acteurs de l'ESS et ceux d'autres réseaux.

I- Le contexte

1.1 La conjoncture politique canadienne

Le 2 mai 2011, un gouvernement majoritaire du Parti Conservateur (PC) de Stephen Harper a été élu. Depuis janvier 2006, Harper était déjà Premier ministre, mais à l'intérieur d'un gouvernement minoritaire. Dans le parlementarisme britannique, la différence entre un gouvernement minoritaire et un gouvernement majoritaire est considérable. Les prochaines élections fédérales n'auront lieu qu'en octobre 2015. Le gouvernement majoritaire de Harper dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour appliquer son programme sans avoir à faire des concessions à l'opposition comme il devait le faire au temps où il était minoritaire. L'opposition sur la scène fédérale est représentée, par ordre d'importance : par le Nouveau parti démocratique (NPD), un parti politique social-démocrate et fédéraliste ; par le Parti libéral du Canada (PLC), un parti centriste et fédéraliste ; par le Bloc Québécois (BQ), un parti centre gauche et souverainiste et le Parti Vert.

Depuis qu'il est majoritaire, le gouvernement conservateur de Harper met de l'avant des politiques plus claires, dont les huit suivantes.

- 1) Une politique néolibérale cohérente dans les domaines du développement économique et social. Selon cette politique, « il y a toujours trop d'État, trop d'impôts et trop de programmes sociaux », pour reprendre l'expression d'un éditeur du journal *Le Devoir* (19 avril 2012). L'équilibre budgétaire devient une obsession. Il est poursuivi en réduisant les dépenses autres que militaires et sans hausser les impôts. Ainsi, dans le budget fédéral de mars 2012, les dépenses ont été réduites de 8% en même temps qu'on finissait par avouer que les dépenses affectées à l'achat d'avions F-18 seraient de 25 milliards \$ et non pas de 15 milliards \$ tel que prévu.
- 2) Une politique économique axée sur l'exploitation des ressources naturelles (mines, pétrole, gaz etc.), notamment sur l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, dans l'ouest canadien. Ce choix politique est bien appuyé par les politiques fiscales de l'État fédéral. Il peut compter sur l'appui du gouvernement Harper aux intérêts et projets des compagnies pétrolières et minières canadiennes qui ont des activités à l'intérieur et à

l'extérieur du Canada, notamment dans les pays de l'Amérique latine¹. On pense par exemple à la compagnie *Barrick Gold* (2008), une riche multinationale canadienne qui fait l'extraction de l'or à la fois au Canada, au Pérou, au Chili, en Argentine et en Tanzanie².

- 3) Une politique de soutien au développement des ressources naturelles qui se conjugue avec un affaiblissement des politiques environnementales. C'est ainsi qu'on a assisté à l'abandon officiel, annoncé après la Conférence de Durban en décembre 2011, de l'engagement du gouvernement canadien de respecter, voire de tenter de respecter, les cibles du protocole de Kyoto signé en 1997³. Il s'agit d'un refus de l'État canadien de se commettre, en solidarité avec d'autres pays, pour faire sa part dans la réduction des émissions de gaz à effets de serre (Francoeur, 2012). Ce faisant, le gouvernement du Canada s'aligne sur la position américaine en matière environnementale. Dans ce contexte, il a annoncé récemment sa décision d'alléger et d'accélérer les politiques d'évaluation environnementale des nouveaux projets. Significativement, l'annonce de ces modifications a été faite par le ministre des ressources naturelles et non pas par le ministre de l'environnement (Francoeur, 2012). L'allègement des politiques d'évaluation environnementale risque d'avoir des retombées dans l'évaluation de certains projets controversés comme ceux de construire des pipelines et des oléoducs pour faciliter le transport du pétrole et du gaz vers le sud des États-Unis et vers le Pacifique. Ou encore entre Québec et Montréal (Shields, 2012a).
- 4) Un net désintérêt vis-à-vis toute forme de reconnaissance et de promotion de l'ESS, ce dont témoigne le démantèlement de la politique d'appui à l'économie sociale menée par le gouvernement libéral de Paul Martin de 2004 à 2006 (Vaillancourt, 2008 et 2012 :86-87).
- 5) Le démantèlement d'organismes de promotion des droits de la personne et de la démocratie dans le monde, comme l'organisme paragouvernemental Droits et démocratie fondé en 1988 et que le gouvernement Harper a aboli le 2 avril 2012 après l'avoir pratiquement mis sous tutelle et réprimé brutalement depuis 2010. Tout cela en

¹ Le 6 mars 2012, *Mining Watch* rendait public un communiqué dans lequel l'information suivante était diffusée : « Cette semaine, les fonds publics du gouvernement canadien couvriront les dépenses de onze journalistes de huit pays latino-américains et de la Mongolie pour leur permettre d'assister au Congrès de Mineria PDAC 2012. Pour la majorité des journalistes, le soutien des fonds publics va permettre de couvrir les coûts liés à des visites d'opérations minières en cours au Québec. D'après Jen Moore, Coordinatrice du Programme de América Latina de Alerta Minera Canada, 'cela semble être une tentative de la part du gouvernement canadien d'influencer le message au lieu de faire face sérieusement aux racines des conflits miniers dans des pays comme l'Argentine, le Honduras, le Guatemala, le Pérou et l'Équateur. Est-ce que ces journalistes vont retourner dans leurs pays et admettent que les articles qu'ils ou elles écrivent ont été produits sous le patronage du gouvernement du Canada ? Je ne pense pas'. » (Mining Watch, 2012. Traduction de l'auteur).

² Voir le site <http://www.barrick.com/>.

³ « En 1997, a été signé le Protocole de Kyoto avec l'engagement de la part des pays signataires de réduire leurs émissions de CO2 d'un pourcentage de moins de 5%, à l'intérieur de la période qui va de l'année 2008 à l'année 2012, en prenant comme base les émissions de 1990. » (Serrano Mancilla et Martin Carrillo, 2011 : 10. Traduction de l'auteur).

bonne partie parce que cet organisme ne s'alignait pas sur la politique fédérale d'appui inconditionnel aux positions d'Israël.

- 6) Un resserrement du contrôle du bureau de Harper sur l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et tous les projets qui en émanent dans le domaine du développement international. Cela affecte particulièrement les rapports entre l'ACDI et les organismes de coopération internationale (OCI). Depuis 40 ans au Canada, notamment au Québec, s'est développée une tradition de coopération internationale progressiste qui, ces dernières années, s'est montrée de plus en plus intéressée à soutenir des projets d'ESS dans les pays du Sud. En septembre 2011, les OCI canadiens attendaient une réponse à leur demande de soutien financier de l'ACDI permettant traditionnellement de cofinancer leurs programmes d'activités. Plusieurs réponses attendues en septembre sont arrivées seulement le 23 décembre 2011. Sur 210 demandes faites par les OCI, seulement 53 ont reçu une réponse positive. (Payne, 2012). Plusieurs projets présentés ont été refusés comme ce fut le cas pour Kairos (2011) ou fortement coupés comme ce fut le cas pour Développement et Paix, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et plusieurs autres OCI (Leclerc, 2012). Ces coupures brutales touchent aussi des organismes québécois qui promeuvent l'appui à des initiatives coopératives et d'ESS dans les pays du Sud tels l'Union des producteurs agricoles-Développement international (UPA-DI) et la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) (Le Devoir, 2012d: G 5). Elles sont idéologiquement orientées et affectent particulièrement des OCI qui travaillent en partenariat avec des organismes communautaires et populaires du Sud qui ont à cœur la promotion des valeurs de l'ESS pour éradiquer la pauvreté, consolider les droits des paysans et améliorer les conditions de vie des personnes et familles marginalisées.
- 7) Paradoxalement, en même temps qu'elle coupe son soutien financier à des OCI progressistes dans des pays du Sud, l'ACDI a annoncé en septembre 2011 qu'elle allait financer de nouveaux projets de coopération internationale qui, selon la journaliste Elizabeth Payne, vont aider « highly profitable Canadian mining companies. CIDA will provide money to help Canadian companies Rio Tinto Alcan, Barrick Gold and Iamgold create corporate social responsibility projects with aid agencies near mining projects. » Par exemple, l'ACDI soutient un projet de 500 000\$ dans lequel « World Vision Canada will work with Barrick Gold in Peru to 'increase the income and standard of living of 1,000 families affected by mining operations.' Barrick Gold says it also contributed \$500,000 to the project. » (Payne, 2012).
- 8) Vis-à-vis des pays de la région LAC, comme on l'a vu au Sommet des Amériques à Cartagène les 19 et 20 avril 2012, la politique canadienne, à quelques nuances près, se rapproche de celle des États-Unis. Elle privilégie des accords de libre-échange bilatéraux avec des pays comme la Colombie et le Chili et des accords multilatéraux comme ce projet de « pacto trans-pacífico » avec la Chine et le Japon (Le Devoir, 2012c).

1.2 La conjoncture politique québécoise

Le Québec représente 23% de la population canadienne. Dans le système fédéral canadien, il y a 14 États. En effet, en plus de l'État fédéral, il y a aussi 13 États provinciaux et

territoriaux. L'État québécois est à la fois un État provincial parmi d'autres et un État national puisque le peuple québécois représente une nation distincte au sein du Canada et de l'Amérique du Nord. Aux dernières élections fédérales, sur 75 sièges, le Québec a élu 5 députés du PC, 57 du NPD, 9 du PLC et 4 du Bloc québécois (BQ). Cela signifie que le Québec détient peu de poids au sein du gouvernement fédéral majoritaire de Harper. Il constitue la région canadienne où les politiques du gouvernement Harper sont le plus critiquées, notamment dans le domaine de l'environnement. Cette critique cependant émane davantage de la société civile que de l'actuel gouvernement du Québec.

Sur la scène politique provinciale, le gouvernement du Parti libéral du Québec (PLQ) est dirigé par Jean Charest. Ce dernier est au pouvoir depuis 2003, a été réélu la dernière fois en 2008 et doit déclencher des élections d'ici l'automne 2012. Le PLQ est un parti fédéraliste qui se situe au centre droit sur les questions socioéconomiques. Présentement, les partis d'opposition sont les suivants : le Parti Québécois (PQ), souverainiste sur la question nationale et au centre gauche sur la question socioéconomique ; la Coalition avenir Québec (CAQ), une nouvelle formation politique, neutre sur la question nationale et à droite sur les questions socioéconomiques ; Québec Solidaire (QS), souverainiste et de gauche sur les questions socioéconomiques ; le Parti Vert (PV) dont les seules idées connues touchent les questions environnementales. Dans un sondage Crop-La Presse daté du 24 avril 2012, le PLQ s'accapare 30% des intentions de vote, le PQ 28%, la CAQ 25%, QS 8% et le PV 7%. La répartition des intentions de vote s'est avérée très volatile ces derniers mois et il est difficile de prévoir ce qui se passera aux prochaines élections. D'autant plus que la possibilité d'avoir des gouvernements minoritaires a augmenté avec l'essor du multipartisme. Certes, le gouvernement du PLQ est usé, entaché d'allégations de corruption et impopulaire avec un taux d'insatisfaction qui se maintient à 70% depuis deux ans. Mais sa capacité de rebondir ne devrait pas être sous-estimée. Si une sortie de secours se présente⁴, le PLQ pourrait regagner des appuis dans la population et se faire réélire. La grève étudiante polarise la société québécoise et, à ce moment-ci, il est difficile de prévoir son issue qui pourrait avantager comme désavantager le gouvernement au pouvoir.

Sans faire ici un bilan des politiques du gouvernement Charest au pouvoir depuis près de 10 ans à Québec, il convient, en tenant compte des questions qui nous intéressent dans ce texte, de dire un mot sur ses actions concernant l'ESS et le développement des ressources naturelles.

Concernant l'ESS, on constate que les acquis développés sous les gouvernements antérieurs du PQ de 1994 à 2003 n'ont pas été démantelés et ont fait preuve de résilience, grâce à la vigilance des acteurs qui s'y intéressent et s'y investissent au quotidien dans la société civile. Ainsi, l'ESS continue de faire l'objet de la part du gouvernement du Québec d'une reconnaissance et d'un appui uniques en Amérique du Nord, tout en faisant un certain surplace sous le gouvernement Charest (Vaillancourt, 2008 et 2012).

⁴ Cette sortie de secours pourrait lui venir de la polarisation produite par une gestion autoritaire d'une grève étudiante qui, le 1^{er} mai 2012, se prolongeait déjà depuis douze semaines. La mobilisation étudiante vise la résistance à une augmentation de 75% en 5 ans des frais de scolarité des étudiants universitaires.

Concernant le développement des ressources naturelles, il faut mentionner qu'il occupe une place centrale dans les politiques et les débats publics, au Québec et au Canada, tout comme dans certains pays de la région LAC. Le Québec est bien doté en ressources minières (or, cuivre, fer, zinc, diamant etc.) et, avec l'essor des prix de ces métaux sur le marché mondial, on assiste à une sorte de « boum minier » qui est amplifié avec la publicité octroyée au « Plan Nord » promu par le gouvernement Charest depuis un an.

Sur le plan des ressources énergétiques, le Québec est bien pourvu en ressources hydroélectriques qui constituent 50% de ses sources d'énergie⁵. Il dispose de ressources pétrolières et gazières qui ont été découvertes récemment (en Gaspésie, sur l'île d'Anticosti et dans le golfe Saint-Laurent) et n'ont pas encore été exploitées⁶. Il en est de même pour l'exploitation de gisements de gaz de schiste qui fait l'objet d'un virulent débat public et d'un moratoire. Dans ce contexte énergétique, les importations de pétrole et de gaz représentent une facture annuelle de 10 milliards \$ par année. Ces énergies fossiles sont utilisées à 75% pour alimenter le transport (automobiles, camions, transports publics). Pour compléter son approvisionnement énergétique, le Québec mise faiblement sur des sources d'énergie alternatives et renouvelables comme la biomasse forestière, l'éolien et le solaire. Hydro-Québec exploite aussi une centrale nucléaire, Gentilly II, dont l'avenir semble présentement incertain.

Dans le domaine de l'énergie et des ressources naturelles, la politique du gouvernement Charest est mitigée. D'un côté, elle est plus sensible que celle du gouvernement Harper à la nécessité de prendre en compte certaines normes environnementales et écologiques. À la différence du gouvernement du Canada, celui du Québec a pris au sérieux des engagements fermes et précis concernant les normes issues du protocole de Kyoto. Il n'a pas renié Kyoto. Il a même accepté en avril dernier d'appuyer une résolution adoptée à l'unanimité par les députés de tous les partis à l'Assemblée nationale du Québec pour condamner la position du gouvernement fédéral concernant le protocole de Kyoto. De l'autre côté, la politique du gouvernement Charest demeure très « libérale productiviste », pour reprendre l'expression de l'économiste écologiste Alain Lipietz (2012). C'est ce qui ressort dans le fameux Plan Nord que le Premier ministre Charest s'est employé depuis un an à vendre sur tous les toits, à l'extérieur comme à l'intérieur du Québec, en faisant miroiter la création de 20 000 emplois et des investissements privés et publics de 80 milliards \$ en 25 ans. Ce plan mise principalement sur le soutien de l'État québécois, via la construction de routes et l'offre d'énergie à bas prix aux compagnies privées, québécoises et étrangères, prêtes à se lancer

⁵ Ces ressources sont gérées principalement par Hydro-Québec, une société d'État au passé glorieux, mais dont la réputation s'est ternie au cours des 15 dernières années. La détérioration de son image provient de pratiques de gestion trop calquées sur celles du secteur privé, dépourvues de transparence et peu empressées à prendre en compte les normes environnementales. Hydro-Québec est critiquée aussi par les groupes écologiques pour son obstination à construire de nouveaux barrages, par exemple dans le projet sur la rivière La Romaine, en sous-estimant les risques pour la biodiversité, en surestimant les besoins de consommation à venir et en cherchant fébrilement à vendre des surplus d'électricité aux États-Unis.

⁶ Des travaux d'exploration récents menés par des compagnies privées comme Pétrolia laissent entendre que des ressources pétrolières importantes auraient été découvertes dans l'île d'Anticosti, la Gaspésie et le Golfe Saint-Laurent. Ces annonces soulèvent des questions au sujet du rôle joué en 2008 par l'Hydro-Québec, une société d'État, qui a concédé des droits de forage pétrolier sur l'île d'Anticosti pour une bouchée de pain (Shields, 2012a).

dans l'exploitation des ressources minières dans le Grand Nord québécois (Bourque, 2012a et 2012b). Il faut ajouter que la méfiance des Québécois à l'endroit du gouvernement Charest en matière environnementale a été attisée depuis deux ans par la gestion gouvernementale du dossier des gaz de schiste. Cette gestion a nourri l'idée que le gouvernement Charest était de connivence avec les promoteurs étrangers et québécois qui voulaient exploiter cette ressource énergétique à leur profit et au détriment des populations exposées au risque des retombées négatives sur les territoires les plus peuplés le long du fleuve Saint-Laurent.

1.3 Montée de la mobilisation sur les enjeux environnementaux dans la société civile

En somme, dans le domaine de l'énergie et du développement des ressources naturelles, les politiques du gouvernement Charest au Québec, conjuguées avec celles du gouvernement Harper au Canada, suscitent de vives inquiétudes parce qu'elles risquent de générer des retombées négatives sur le plan social et environnemental. Ces retombées vécues dans le passé et appréhendées pour l'avenir ont attisé dans la société civile québécoise, ces dernières années, la montée d'une forte prise de conscience écologique. Elles ont entraîné un essor des groupes écologiques et de leur participation aux débats publics sur le développement soutenable dans l'ensemble du Canada et au Québec en particulier. Pensons à des groupes canadiens comme la Fondation David Suzuki, Greenpeace Canada, *Mining Watch*, Kairos, de même qu'à des groupes québécois comme Équiterre, Greenpeace Québec, Nature Québec, le Regroupement québécois des groupes écologiques (RQGE), l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), Maître chez nous 21 (MNC 21), la Coalition pour la souveraineté alimentaire, etc.

Certes, la montée de la prise de conscience environnementale ne se mesure pas uniquement à partir de l'augmentation du nombre des groupes écologiques. Elle se mesure aussi à l'accroissement de son influence dans une diversité de groupes socioéconomiques et socioculturels progressistes qui deviennent de plus en plus sensibilisés à l'importance de ces enjeux. C'est ce qui se passe dans les organisations syndicales, féministes, autochtones, étudiantes, paysannes, altermondialistes, culturelles, religieuses etc., de même que dans des groupes de recherche et d'information en économie alternative comme l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) et le *Blogue Oikos* par exemple. Pas surprenant alors que la centralité de la question écologique soit prise aussi en compte dans les programmes d'activités de regroupements d'acteurs de la coopération internationale comme l'Association québécoise d'organismes de coopération internationale (AQOCI) et d'acteurs de l'ESS comme Le Chantier de l'économie sociale, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), etc. Pas surprenant enfin que cette centralité ait des retombées dans les programmes et discours des partis politiques progressistes tels le Parti québécois, Québec solidaire et le Parti vert.

La montée rapide des préoccupations écologiques dans la société québécoise et canadienne a eu plusieurs retombées dans les débats publics dont les deux suivantes.

Premièrement, cette prise de conscience a fait émerger une réouverture d'un débat dans la société civile et dans le gouvernement sur le contenu d'une politique de redevances

minières payées par les compagnies privées, qui serait capable de tenir compte de l'intérêt général. Est-ce que les redevances ne devraient pas être basées sur la production brute plutôt que sur les profits, ce qui permettrait d'augmenter la part des redevances destinées à l'État québécois ? Comment corriger la situation actuelle en tenant compte de certains constats aberrants faits dans un Rapport du Vérificateur général du Québec publié en 2009 ? En effet, ce rapport a mis en évidence que, pendant la période 2002-2008, « 14 entreprises n'ont versé aucun droit minier alors qu'elles cumulaient des valeurs brutes de production annuelle de 4,2 milliards \$. Pour la dernière année relevée, 3 mines seulement sur les 14 en exploitation au Québec payaient des droits miniers. Pire, le coût pour le trésor public des mesures fiscales propres au secteur minier était, en moyenne, pour les 7 années relevées, de 136,9 millions de dollars, alors que les droits miniers n'avaient rapporté que 93,9 millions» (Bourque, 2012b ; Shields, 2012b).

Deuxièmement, la montée de la conscience et de mobilisation a entraîné une certaine judiciarisation des luttes concernant les enjeux environnementaux. À cet égard, il suffira de rappeler les poursuites intentées contre des groupes écologiques et des chercheurs progressistes qui critiquent les activités de certaines compagnies minières canadiennes et québécoises au Canada et dans les pays du Sud en mettant en relief les retombées négatives pour les communautés locales et les travailleurs. Par exemple, il faut mentionner les deux poursuites-bailloin totalisant 11 millions \$ intentées par Banro Corporation et Barrick Gold contre les auteurs et l'éditeur du livre *Noir Canada* (Deneault, Abadie et Sacher, 2008). Ces poursuites, qui s'apparentent à un combat entre David et Goliath dans le domaine minier, ont donné lieu à des arrangements hors cour dans lesquels l'éditeur et les auteurs ont dû accepter de cesser la diffusion de la version imprimée de leur ouvrage en retour du retrait des poursuites (Greenpeace Canada, 2011 ; Centre de ressources sur la non-violence, 2012). Dans la même veine, il faut mentionner aussi la poursuite de 350 000\$ de la compagnie privée Pétrolia contre Ugo Lapointe et le journal *Le Soleil* (Coalition pour que le Québec ait meilleure mine, 2011). Ce à quoi Ugo Lapointe a répliqué par une poursuite de 400 000\$ « en dommages moraux et punitifs » contre la compagnie Pétrolia (Coalition pour que le Québec ait meilleure mine, 2012).

Voilà la toile de fonds sur laquelle se déroule la démarche québécoise qui vise à la fois à préparer la participation à Rio+20 et à utiliser cette préparation pour faire avancer la réflexion et l'action concernant la contribution de l'ESS dans la recherche de solutions à la crise économique et écologique.

II- La démarche québécoise concernant Rio+20

D'après nos estimations, une centaine de Québécois se rendront en juin 2012 pour participer aux activités de Rio+20. Le gros des effectifs a été mobilisé et coordonné par le groupe altermondialiste Alternatives⁷. Au début d'avril 2012, Alternatives annonçait qu'une délégation de 77 personnes du Québec allait participer au Sommet des peuples. Cette délégation est issue des mouvements autochtones, syndicaux, communautaires,

⁷ Il faut préciser ici que le groupe Alternatives a contribué depuis le premier Forum social mondial de Porto Alegre en 2001 à ce que les mouvements sociaux québécois, en incluant les dirigeants de l'ESS, soient bien informés et participent en grand nombre à ces expériences (Plamondon-Emond, 2011).

écologistes et inclut une délégation de jeunes encadré par le YMCA (Alternatives, 2012 ; YMCA, 2012). À ces personnes recrutées sous le parapluie d'Alternatives, il faut ajouter un groupe de jeunes professionnels de l'économie sociale encadré par le Chantier de l'économie sociale (2012) et une délégation d'une quinzaine de jeunes Québécois et Québécoises organisée par le GESQ et l'Association québécoise de coopération internationale (AQOCI) (GESQ, 2012). Pour comprendre le sens de la participation québécoise à Rio+20, il est éclairant de revenir sur sept moments clés de la démarche préparatoire dans lesquels les acteurs de l'ESS ont été présents.

2.1) Février 2011 : participation québécoise au Forum social mondial de Dakar

Le 9^e Forum social mondial (FSM) a eu lieu à Dakar au Sénégal du 6 au 11 février 2011. Une centaine de Québécois y ont participé. Comme dans les rencontres antérieures du FSM, l'ONG Alternatives, en concertation cette fois avec le collectif UNI-Alter et les YMCA du Québec, a joué un rôle clé dans la mobilisation et l'encadrement d'une bonne partie des participants québécois, dont quelques dizaines d'étudiants avec l'appui financier de LOJIQ (Les Offices jeunesse internationaux du Québec) (Plamondon-Emond, 2011). Parmi les participants il y avait des figures connues du mouvement syndical, des groupes écologiques, du mouvement des femmes, des organisations paysannes, de la coopération internationale et des réseaux de l'ESS. Le Chantier de l'économie sociale était présent, ainsi qu'une forte délégation du GESQ.

Le FSM de Dakar a joué le rôle de bougie d'allumage pour conférer à divers groupes québécois le goût de participer aux activités de Rio+20 et de s'y préparer adéquatement. Il a permis d'amorcer un rapprochement significatif entre divers réseaux québécois pour entreprendre une démarche commune sur les enjeux de Rio+20 et faire connaître ces enjeux dans la société québécoise. En somme, le sommet de Dakar a permis à des Québécois appartenant à une diversité de réseaux (altermondialisation, écologie, mouvements sociaux, ESS, etc.) de se concerter entre eux et avec les réseaux semblables dans d'autres pays du Sud. Il a permis un rapprochement stratégique entre les acteurs de l'ESS, ceux des organismes de coopération internationale (OCI) et ceux de l'écologie. Ce rapprochement a fait émerger le désir de travailler ensemble pour préparer Rio+20.

2.2) Le 17 octobre 2011 : Colloque « On change de modèle » organisé par le GESQ

Le 17 octobre 2011, 200 personnes ont participé à un colloque d'une journée sur le thème « On change de modèle! Contribution de l'ESS aux défis actuels du développement durable » (GESQ, 2011). Ce colloque a été organisé par le GESQ en partenariat étroit avec les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) de même qu'avec deux de ses membres, la Caisse d'économie solidaire Desjardins et Fondation CSN qui sont également membres des RMB. Il s'est tenu en marge du Forum international d'économie sociale et solidaire (FIESS) organisé par le Chantier de l'économie sociale, ce qui a permis à certaines personnes qui venaient à Montréal pour participer au FIESS de participer également au colloque du GESQ.

Ce colloque a été planifié et réalisé de manière à constituer un pas décisif en vue de la préparation québécoise de Rio+20. Comme l'indique son thème, il a permis d'approfondir des pistes de contribution possible de l'ESS à la crise actuelle analysée comme étant à la fois

« globale, économique, sociale et écologique » (GESQ, 2011a : 6). En conséquence, parmi la vingtaine d'intervenants et intervenantes qui se sont exprimés au cours de la journée dans les quatre panels réalisés en plénière, la majorité provenait des milieux de l'écologie et de l'ESS. Ces présentations, complétées par les débats en plénière, ont favorisé un rapprochement entre les acteurs de l'ESS et ceux du mouvement écologique.

L'une des caractéristiques du colloque du 17 octobre 2011 a trait au fait que les organisateurs et les participants se sont permis de rendre audible une analyse critique des lacunes des politiques publiques des gouvernements Harper et Charest touchant les enjeux écologiques et l'ESS. Le panel de clôture sur le thème « ESS : quelle action politique à l'heure de Rio 2012 » a permis par exemple de poser la question suivante : Comment se fait-il que les acteurs de l'ESS sont à la fois si importants sur la scène socioéconomique, mais si peu influents sur la scène politique au Québec ? En d'autres termes, le colloque a permis d'entériner le constat suivant : « (...) au Québec à tout le moins, la dynamique de cohabitation [de l'ESS] avec les pouvoirs publics est aujourd'hui durement mise à l'épreuve dans plusieurs dossiers comme la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture, la relance des économies locales, etc. Ces constats appellent à exprimer la volonté de l'ESS pour que les États et les institutions internationales renouent avec des politiques d'intérêt général, que ce soit au niveau local, régional, national ou international. (...) Quel agenda pour nous conduire vers Rio 2012 ? » (GESQ, 2011 : 5).

2.3) Novembre 2011 : La 5^e édition des Rencontres du Mont-Blanc à Chamonix

Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) sont organisées par le Forum international des dirigeants de l'économie sociale ⁸. Parmi les organisations membres de cette association, certaines proviennent du Québec. C'est le cas entre autres de Fondation et de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Au cours des deux dernières années, une belle complicité s'est développée entre la direction des RMB et les organisations de l'ESS québécoise qui en font partie. C'est ce qui explique la contribution importante de l'ESS québécoise dans la préparation et la réalisation des RMB qui ont eu lieu du 9 au 12 novembre 2012 à Chamonix en France. À ce point que les analyses et propositions qui ressortent de ces 5^e RMB à Chamonix s'harmonisent bien avec celles qui avaient émergé un mois auparavant du colloque du 17 octobre 2011 au Québec. Pour s'en rendre compte, il suffit d'examiner « la plateforme des 20 propositions » qui a été adoptée à Chamonix et qui a fourni le contenu de « la lettre aux 193 chefs d'État qui vont participer à Rio+20 » (Favreau et Hébert, 2011 ; Favreau, 2011 et 2012a ; Lachapelle, 2011 ; RMB, 2011a et 2012b). La plateforme de Chamonix part du constat que l'ESS représente 10% de l'économie mondiale et se doit d'être partie prenante des décisions qui doivent être prises par les pouvoirs politiques pour surmonter la crise économique et écologique. L'ESS ne se présente pas comme étant à elle seule la solution à la crise. Mais elle se voit comme faisant partie de la solution. « Sans vouloir substituer un modèle unique au modèle dominant, l'ESS peut contribuer à le dépasser et à infléchir l'ensemble de l'économie en démontrant par sa pratique, ses valeurs et ses politiques, sa capacité à assumer complètement les enjeux d'un développement durable, c'est-à-dire d'un développement économiquement viable, socialement équitable et

⁸ Voir le site des RMB : (<https://www.rencontres-montblanc.coop/>).

écologiquement durable, et créateur d'emplois de qualité dans une économie au service du bien vivre dans le monde d'aujourd'hui. » (RMB, 2011a)

Pour opérationnaliser cette vision, les RMB proposent aux 193 chefs d'État 20 propositions concrètes regroupées à l'intérieur de cinq chantiers : A) Démocratiser l'économie, favoriser sa territorialisation et réguler la finance; B) Promouvoir un mode de gouvernance partagée; C) Offrir de nouveaux choix sociaux; D) Mieux nourrir la planète; E) Réorienter la mondialisation pour l'humaniser. (RMB, 2011a).

La plateforme des 20 propositions se situe dans une vision théorique et pratique d'économie plurielle, un concept que nous utilisons beaucoup au Québec dans les diverses composantes de l'ESS.⁹ L'économie plurielle ne postule pas la disparition de l'économie de marché, ni celle du secteur privé capitaliste. Elle mise au départ sur la reconnaissance et le renforcement économique et politique du secteur de l'ESS, ce qui contribue à « accélérer le renforcement d'une économie non capitaliste ». Elle compte sur un État et un secteur public qui utilisent la régulation, la redistribution et au besoin les nationalisations pour promouvoir l'intérêt général. Elle permet l'existence d'un secteur « privé capitaliste » à condition qu'il respecte, tout comme les autres secteurs, « des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance » et accepte de cohabiter avec d'autres sortes d'économie.

Puisque les RMB ont obtenu une invitation formelle pour participer à la Conférence officielle des Nations-Unies à Rio+20, il faut voir que les 20 propositions pourront être présentées et discutées à Rio de Janeiro, à la fois aux pouvoirs publics dans la Conférence officielle et dans certaines activités du Sommet des peuples.

Dans l'intervalle, on aura constaté que la plateforme des RMB nous inspire au Québec dans la mesure où elle s'apparente à nos orientations et témoigne d'une alliance stratégique entre le GESQ et les RMB. Pas surprenant alors qu'elle devienne un point de référence pour alimenter la démarche québécoise en direction de Rio+20. Toutefois, il reste du travail à faire pour que la plateforme des RMB soit adaptée à la réalité québécoise et canadienne.

2.4) Du 24 au 29 Janvier 2012 : Participation québécoise au Forum social Porto Alegre

Lors de ce forum social thématique, tenu à Porto Alegre en janvier 2012, la participation québécoise s'est avérée beaucoup plus modeste que celle du Forum social mondial de Dakar dont il a été question plus haut. Toutefois, grâce à la participation de Michel Lambert, directeur général d'Alternatives, les réseaux québécois intéressés par Rio+20 ont pu être bien informés des discussions menées et des décisions prises lors ce forum thématique (Le Devoir, 2012a). Les préparatifs de Rio+20 ont occupé la place centrale dans l'agenda du forum et l'accent a été mis sur la préparation du « Sommet des peuples » dans lequel on prévoit qu'il y aura pas moins de 600 activités spécifiques.

⁹ L'économie plurielle s'harmonise avec ce que certains d'entre nous au Québec appelons « social-démocratie renouvelée » et qui se rapproche de ce que d'autres en Amérique latine appellent « socialisme du 21^e siècle » (Vaillancourt, 2011).

En somme, après le retour de Michel Lambert du Forum social thématique de Porto Alegre, l'ONG Alternatives a continué de jouer son rôle de fer de lance pour mobiliser et coordonner la participation québécoise à Rio+20 en concertation avec Équiterre qui a tenu deux rencontres élargies le 23 février : une première avec les organismes de coopération internationale et les groupes écologistes et une seconde avec des milieux d'affaires intéressés au virage écologique. Ces réunions avec diverses têtes de réseaux pour partager des informations, des orientations et des préoccupations organisationnelles ont créé une dynamique de rapprochement et de coopération inter-réseaux qui était apparue à Dakar en février 2011 et n'a fait que se consolider. Il est apparu plus clairement que les préparatifs exigés par la participation québécoise à Rio+20 nécessitaient l'établissement de passerelles entre divers réseaux ayant parfois pris l'habitude dans le passé de travailler en silo et de s'occuper de leur seule bannière. Concrètement, on a assisté ces derniers mois au Québec, grâce à l'horizon de Rio+20, à des rapprochements significatifs entre des acteurs de l'altermondialisation, de la coopération internationale, de divers mouvements sociaux, de l'ESS, etc.¹⁰

2.5) 17 Février 2012 : AG spéciale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Créée en 1976, l'AQOCI¹¹ regroupe présentement 65 OCI québécois. Elle fait partie du GESQ et, en retour, le GESQ fait partie de l'AQOCI. Les collaborations entre l'AQOCI et le GESQ se sont intensifiées au cours des deux dernières années dans le contexte des préparatifs de Rio+20, puisque plusieurs membres de l'AQOCI s'intéressent tout autant que le GESQ au potentiel de l'ESS pour s'attaquer aux problèmes environnementaux au Sud comme au Nord¹².

Le 17 février 2012, l'AQOCI tenait une assemblée générale spéciale et, dans le cadre de celle-ci, le point privilégié soumis à la discussion dans l'ordre du jour portait sur un projet d'Agence québécoise de développement international (AQDI) appelé à remplacer l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au Québec. Pour lancer le débat, l'AQOCI avait invité Louise Beaudoin, une députée du Parti québécois expérimentée dans le domaine de la coopération internationale. Elle a présenté un texte qu'elle avait publié dans le journal *Le Devoir* en novembre 2011 (Beaudoin, 2011). Pour comprendre la décision de l'AQOCI d'encourager ses membres à réfléchir sur l'hypothèse d'une AQDI, il faut tenir compte des inquiétudes nées dans les rangs de l'AQOCI à la suite des coupures imposées par le gouvernement de Harper aux OCI canadiennes (voir section 1.1). Or, ces coupures

¹⁰ Des conversations récentes avec des amis canadiens-anglais m'ont permis de voir que la dynamique de rapprochement inter-réseaux pour préparer Rio+20 que je décris dans ce texte est propre au Québec et ne se retrouve pas ailleurs au Canada. En effet, dans le reste du Canada, la mobilisation pour Rio+20 existe mais elle semble être davantage le propre de personnes et d'organismes qui s'occupent de solidarité internationale.

¹¹ Voir : <http://www.aqoci.qc.ca/spip.php?rubrique70>

¹² La collaboration entre l'AQOCI et le GESQ se manifeste par exemple dans le projet d'encadrer et d'accompagner une délégation de 15 jeunes québécois la plupart engagés dans des expériences d'économie solidaire, certains étant encore aux études. Ils participeront au Sommet des peuples et aux activités parallèles des Rencontres du Mont-Blanc à Rio+20 en juin 2012 en s'intéressant particulièrement à la jonction entre les valeurs de l'ESS et celles de l'écologie.

n'ont pas épargné les OCI québécoises membres de l'AQOCI. Par exemple, en 2011, sur 11 demandes de financement de projets présentées à l'ACDI par des membres de l'AQOCI, 10 ont reçu une réponse négative en décembre 2011. Comme l'explique Louis Favreau, les coupures de l'ACDI affectent brutalement les programmes d'activité des OCI québécoises au Sud comme au Nord, « puisqu'il s'agit pour la plupart de petites organisations disposant souvent de bases principalement régionales. Mais même des organisations de plus gros calibre comme l'OCI du mouvement des producteurs agricoles, UPA-DI, membre de la direction du GESQ depuis ses débuts, s'est vue refuser l'entièreté de sa demande. De son côté, SOCODEVI, autre membre du GESQ, un des deux relais de coopération internationale du mouvement coopératif, a vu son programme au Sud coupé de 60%. » (Favreau, 2012c).

Évidemment, l'hypothèse de l'émergence d'une AQDI qui remplacerait graduellement l'ACDI au Québec soulève plusieurs questions complexes. En conséquence, pour l'AQOCI et ses membres (notamment au chapitre de ses conditions de réalisation), il n'était pas question d'adopter cette hypothèse candidement en un jour. Il n'en demeure pas moins que cette hypothèse dans les milieux québécois et canadiens de la coopération internationale a le mérite d'accélérer une prise de conscience concernant les dangers que rencontre présentement un certain modèle de coopération internationale qui mise sur la réciprocité des rapports Nord-Sud et le soutien à des projets fondés sur les valeurs de l'ESS.

2.6) 22 avril 2012 : Tenue à Montréal du Grand rassemblement pour le Jour de la Terre

Ce rassemblement, coordonné par Dominic Champagne, un homme de théâtre connu pour son engagement dans la lutte contre les gaz de schiste, a constitué un succès monstre avec la mobilisation de plus de 200 000 personnes provenant des nations autochtones, des groupes écologistes, des groupes altermondialistes, du mouvement étudiant en lutte contre le gouvernement Charest depuis 12 semaines, des mouvements syndical et féministe, des réseaux de l'ESS et d'une multitude de citoyens et citoyennes ordinaires. Cette manifestation est un appel à la « défense du bien commun bafoué » dans plusieurs projets initiés par les gouvernements de Harper au fédéral et de Charest au provincial. Dans la déclaration préparée pour faire la mobilisation on lit : « Nous affirmons que nous sommes favorables à un développement qui soit viable, qui fasse une large part aux énergies renouvelables, au transport écologique, au commerce équitable, à la revitalisation des régions et à une agriculture durable. » Les Québécois qui ont participé à ce rassemblement se sentaient en communion avec d'autres rassemblements analogues tenus le même jour dans d'autres villes et pays du Nord et du Sud.

2.7) 26 avril 2012 : Colloque de la Caisse d'économie solidaire et du GESQ sur la transition écologique de l'économie

En fait, le colloque qui a lieu à Joliette le 26 avril 2012 se situe en droite continuité avec le colloque du 17 octobre 2011 et celui des 5^e RMB à Chamonix. Les organisateurs sont les mêmes : le GESQ et la Caisse d'économie solidaire Desjardins, en complicité avec la direction des RMB. L'objectif est le même : favoriser un approfondissement et une appropriation plus large de la réflexion sur le thème de la contribution de l'ESS au dépassement de la crise écologique ou encore à « la transition écologique de l'économie ». L'horizon est le même : préparer la participation québécoise à Rio+20.

La journée s'est déroulée en deux temps. Dans un premier temps, le matin, la Caisse d'économie solidaire, présidée par Gérard Larose, et le GESQ, présidé par René Lachapelle, ont réuni leurs moyens et leurs efforts pour réaliser, avec une participation de 200 personnes, une activité conjointe qui était à la fois un « Rendez-vous » pour la Caisse d'économie solidaire et une « Université » pour le GESQ, sur le thème de « la transition écologique de l'économie » (Favreau, 2012b). Quatre panélistes ont fait des présentations qui ont alimenté un riche débat avec l'assemblée : Kim Cornelissen, Nancy Caouette, Robert Laplante et Alain Lipietz.¹³

Robert Laplante, directeur général de l'IREC (Institut de recherche en économie contemporaine) a fait un plaidoyer dynamique et documenté en faveur d'une stratégie qui permettrait au Québec de passer à une étape « post-pétrolière » en faisant appel à l'utilisation de l'électricité et d'autres énergies propres et renouvelables dans le domaine du transport public. Il a présenté les avantages qu'il y aurait à mettre en oeuvre le projet priorisé par l'IREC d'un « monorail rapide suspendu à moteur » qui pourrait relier Montréal et Québec, de même que plusieurs villes intermédiaires. Ce projet aurait des effets positifs pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la création d'emplois et l'allègement de la dépendance aux énergies fossiles (pétrole et gaz) (IREC, 2012).

Alain Lipietz, économiste, ancien député Vert européen, auteur de nombreux ouvrages et bon connaisseur de l'Amérique latine par surcroît, a été très apprécié en tant qu'invité international. Il a intitulé son intervention « De Rio 1992 à Rio 2012 : qu'est-ce qui a changé ? ». Il a synthétisé avec brio les principales conclusions de son dernier ouvrage : *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste* (Lipietz, 2012). Sa contribution a fait ressortir que les acteurs de l'ESS peuvent faire partie de la solution pour promouvoir les réformes radicales qui sont nécessaires pour surmonter la crise actuelle du capitalisme et de l'écologie. Il a illustré son propos en mettant de l'avant la nécessité de deux transitions, la « transition alimentaire » et la « transition énergétique » (Lipietz, 2012 : chap. 4). Il a rappelé que l'ESS n'était pas toujours automatiquement respectueuse des principes de l'écologie et devait donner l'exemple en faisant sa propre « transition écologique de l'économie ». L'analyse présentée par Lipietz s'inscrivait bien dans une vision d'économie plurielle inspirée de Karl Polanyi. Dans une telle perspective, l'ESS a la capacité de contribuer à une « Grande Transformation » qui confère une place centrale au principe de réciprocité.

Dans un deuxième temps, l'après-midi, la Caisse d'économie solidaire a tenu son assemblée générale annuelle dans un lieu, tandis que le GESQ a continué son Université dans un autre lieu, en mettant en débat parmi ses membres l'hypothèse d'un éventuel remplacement de l'ACDI par l'AQDI au Québec, dont il a été question plus haut (voir section 2.5). Pour lancer le débat, le GESQ avait organisé un panel dans lequel Louise Beaudoin, du PQ, était invitée à présenter son projet, tandis que deux autres représentants de partis politiques, Françoise David porte-parole de Québec Solidaire et Alexandre Cloutier député du PQ, versaient au débat leurs propres commentaires qui s'avéraient plutôt positifs. Par la suite, a suivi un

¹³ On peut visionner leurs interventions en ligne à partir du site de la Caisse d'économie solidaire Desjardins : http://www.caissesolidaire.coop/agora/avenue_fureteurs/bulletins/Rendez-vous-solidaire-de-qualite-assemblee-generale-reussie.html

débat en plénière dans lequel les participants ont réagi en se montrant à la fois intéressés et perplexes devant le projet. Toutefois, le temps a manqué pour explorer les enjeux en profondeur. Il est possible de prévoir que la réflexion amorcée sera poursuivra dans les prochains mois, ce qui amènera l'AQOCI et le GESQ à continuer à travailler ensemble tout en se concertant avec d'autres réseaux.

Conclusion

En concluant ce texte, il m'apparaît intéressant de revenir sur le titre que je lui ai donné : « Rio+20 vu à partir du Nord des Amériques ». En choisissant ce titre, je n'avais pas l'intention de parler des préparatifs de Rio+20 pour l'ensemble des acteurs concernés dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. D'une part, en tenant compte des limites de mes connaissances, j'ai laissé de côté ce qui se passait aux Etats-Unis (313 millions d'habitants) pour mettre l'accent sur ce qui se passait au Canada (32 millions d'habitants) et plus particulièrement au Québec (7,8 millions d'habitants). D'autre part, en tenant compte du créneau spécifique de la revue *Otra Economia* et des questions priorisées à Rio+20, j'ai mis l'accent sur les grandes étapes et les principales caractéristiques de la démarche des acteurs de l'ESS vers Rio+20 en tenant compte du contexte politique dans lequel elle se déploie et des alliances qu'elle favorise avec d'autres groupes d'acteurs. Voici cinq constats qui ressortent de l'analyse présentée.

- 1) Les gouvernements au pouvoir présentement au Canada et au Québec, soit le gouvernement conservateur de Harper au fédéral (à un très haut degré) et le gouvernement libéral de Charest au provincial (à un moindre degré), en rapport avec les problèmes et les défis écologiques, font partie du problème plutôt que de la solution. Les politiques publiques mises de l'avant par ces deux paliers de gouvernement, au cours des dernières années, notamment dans le domaine du développement des ressources naturelles et des ressources énergétiques, ont généré dans la société civile une forte montée de l'inquiétude, de la conscience et de la mobilisation concernant les enjeux environnementaux. En conséquence, les groupes et les luttes écologiques occupent une place centrale dans l'espace public. Cette mobilisation de la société civile ne manque pas de déranger et d'inquiéter fréquemment les agendas des gouvernements en place. Mais pas au point de les amener à se préparer soigneusement pour faire une contribution et prendre des engagements à la Conférence de Rio+20. Les Premiers ministres canadien (Harper) et québécois (Charest) seront éventuellement présents à Rio de Janeiro, mais sans s'investir sérieusement.
- 2) Dans la société civile québécoise, les réseaux d'acteurs de l'ESS sont intensément engagés depuis 18 mois dans une démarche de réflexion préparatoire à Rio+20 en essayant de mieux cerner la contribution possible de l'ESS au dépassement de la crise écologique et économique. Comme nous l'avons vu dans la deuxième section du texte, les différentes étapes de préparation de Rio+20 (notamment les colloques organisés par le GESQ, la Caisse d'économie solidaire, Fondation et les RMB le 17 octobre 2011 et le 26 avril 2012) ont permis un rapprochement entre les réseaux de l'ESS et d'autres réseaux qui se sentent interpellés, comme les groupes écologiques, des organisations syndicales, des groupes féministes, des OCI, des groupes altermondialisation, des collectivités locales, etc. Ce constat ressort dans un dossier spécial publié en avril par le

journal *Le Devoir* : « Dans la foulée des préparatifs de départ pour Rio, l'émergence d'une coalition québécoise de groupes d'ESS, de groupes écologiques et de groupes de coopération internationale semble s'articuler. » (Le Devoir, 2012d : G 4). En somme, l'ESS au Québec a compris qu'une démarche sérieuse de préparation de Rio+20 ne pouvait pas se faire en silo et qu'il fallait innover en travaillant en inter-réseaux. Cela fait une différence entre les préparatifs de Rio+20 observés au Québec et ceux que l'on peut observer dans le reste du Canada. Certes, dans le Canada anglais, certains leaders de l'ESS et des milieux coopératifs sont intéressés par Rio+20 et pourraient s'y rendre. Mais dans les milieux progressistes, la mobilisation pour Rio+20 demeure l'affaire de groupes engagés dans l'altermondialisation et la solidarité internationale.

- 3) La démarche préparatoire de Rio+20 menée au Québec par les réseaux de l'ESS en lien avec d'autres réseaux, du moins la démarche animée par le GESQ, a été réalisée en concertation étroite avec les Rencontres du Mont-Blanc (RMB). Cette complicité entre le GESQ et les RMB s'est manifestée particulièrement dans la 5^e édition des RMB qui s'est tenue à Chamonix en novembre 2011 et qui a permis de produire « la plateforme des 5 chantiers et des 20 propositions » (RMB, 2011a) et *La lettre aux chefs d'État* (RMB, 2011b). En fait, les acteurs québécois de l'ESS représentés par le GESQ ont fait une contribution importante à l'élaboration de la plateforme des 20 propositions. En retour, on ne sera pas surpris d'apprendre que cette plateforme a des résonances dans les milieux de l'ESS québécoise et que, depuis son adoption, elle a alimenté et stimulé les travaux préparatoires à Rio+20.
- 4) L'attrait de la plateforme des 20 propositions des RMB au Québec s'explique par deux facteurs. En premier lieu, cette plateforme réconcilie la poursuite d'un projet de société alternative exigeante qui appelle des réformes radicales à long terme et l'atterrissage à court terme de cette vision dans des propositions concrètes adressées aux pouvoirs politiques. En d'autres termes, les orientations proposées aux chefs d'État par les RMB mettent la barre haute sur le plan de l'idéal de transformation de la société tout en faisant preuve de pragmatisme sur le plan des changements qui peuvent être appliqués dès maintenant par les gouvernements au pouvoir dans nos sociétés au Nord et au Sud. En deuxième lieu, la plateforme des RMB s'harmonise avec une vision théorique et politique qui se réclame de l'économie plurielle, c'est-à-dire une perspective qui rejoint *de facto* la position dominante au sein des diverses familles de l'ESS au Québec¹⁴. Dans une vision d'économie plurielle, l'ESS n'a pas la prétention, toute seule, d'offrir la réponse unique et de constituer l'alternative à la crise économique et écologique. Plus modestement, elle se voit comme faisant partie de la solution. En outre, elle s'attend à ce que ses initiatives et ses principes (réciprocité et solidarité) soient pleinement reconnus et soutenus par l'État et ses politiques publiques. Elle s'attend aussi à ce que les principes de l'économie publique (redistribution et équité) soient davantage affirmés et

¹⁴ Dans les réseaux latino-américains de l'ESS, il me semble que la vision de l'économie plurielle est présente mais sans occuper une position dominante comme c'est le cas dans les réseaux québécois d'ESS. C'est l'hypothèse que j'ai développée en suivant les débats qui se manifestent dans les écrits diffusés sur la chaîne RIPESS-LAC ou en lisant des textes de certains intellectuels de gauche qui s'intéressent à la fois à l'ESS et à l'écologie comme Alberto Acosta (2010 et 2011), Boris Marañón (Marañón et López, 2010) et Nicolas Cruz (2012). Je compte revenir sur cette question dans un prochain texte.

soutenus par les pouvoirs publics. Enfin, l'économie plurielle n'implique pas la disparition du secteur privé (capitaliste), ni celle du principe de la concurrence. Mais elle appelle leur mise au pas au nom de normes sociales et environnementales exigeantes. En somme, elle est incompatible avec la dictature des lois du marché sans pour autant postuler leur élimination. Elle est incompatible avec le néolibéralisme, sans pour autant verser dans la surenchère anti-capitaliste. C'est la raison pour laquelle, avec d'autres au Québec, j'aime associer l'économie plurielle avec le renouvellement de la social-démocratie (Vaillancourt, 2011).

- 5) La démarche préparatoire à Rio+20 déployée par les réseaux de l'ESS en alliance avec d'autres réseaux ne s'épuisera pas dans la réalisation des activités officielles et parallèles de Rio+20. C'est une démarche qui se continuera après Rio+20. Dans le moment actuel, c'est une démarche qui semble avoir des effets plus grands dans la société civile que dans la société politique. Mais cela ne veut pas dire qu'un certain travail n'a pas été amorcé en direction des décideurs et législateurs politiques. Sur la scène politique provinciale au Québec notamment, mais aussi sur la scène fédérale, il y a des interactions en cours qui pourraient être intensifiées avec les acteurs de la société civile identifiés dans ce texte et des représentants et militants de partis politiques progressistes présentement dans l'opposition. On a vu que les prochaines élections sont loin sur la scène politique fédérale canadienne, mais proches sur la scène provinciale québécoise. Cela veut dire, dans le contexte d'une prochaine campagne électorale au Québec, en espérant qu'elle ait lieu à l'automne plutôt que dans les prochaines semaines, que les réseaux de l'ESS qui travaillent avec d'autres réseaux pour préparer Rio+20 pourraient alimenter le débat public et les programmes de partis politiques plus ouverts (comme le PQ et QS au Québec et le NPD et le BQ au fédéral) de manière à ce que le fruit des préparatifs de Rio+20 ait des retombées dans les débats et les décisions politiques québécoises et canadiennes.

Bibliographie

- Acosta, Alberto (2010). « El Buen (con) Vivir, una utopia por (re)construir : Alcances de la Constitucion de Montecristi », *Otra Economia*, vol. 4, no 6, 8-31.
- Acosta, Alberto (2011). « Unidad », *La Tendencia*, no 12 (Oct. – Nov. 2011), 50-55.
<http://lalineadefuego.info/2011/10/06/unidad-por-alberto-acosta/>
- Alternatives (2012). *Alternatives prépare Rio +20 à partir du Forum social thématique de Porto Alegre*, communiqué de janvier 2012. Voir :
<http://www.alternatives.ca/content/story/alternatives-prepare-rio-20-partir-du-forum-social-thematique-de-porto-alegre>.
- Banro Corporation (2011). *Une nouvelle orientation pour l'Est de la RDC. Rapport de durabilité de l'entreprise pour 2012*, Banro Corporation, Toronto, 24 diapositives. Voir :
http://www.banro.com/i/pdf/Banro_CSR_2011_FRENCH.pdf.
- Barrick Gold Corporation (2008). *Barrick commits \$6 million for Peru projects*. Presse Release, Toronto, 3 mars 2008, 3 p. Voir :
http://www.barrick.com/Theme/Barrick/files/docs_csr/2008.03.03%20-%20Clinton%20Guistra%20-%20rev.pdf.
- Beaudoin, Louise (2011). « Pour une ACIDI québécoise », *Le Devoir*, 4 novembre 2011. Voir :
<http://www.ledevoir.com/politique/canada/335179/libre-opinion-pour-une-acdi-quebecoise>.
- Bourque, Gilles (2012a). « Plan Nord (1) : l'arnaque du siècle », *Oikos Blogue*, 3 avril 2012. Voir : <http://www.oikosblogue.coop/?p=11304>.
- Bourque, Gilles (2012b). « Plan Nord (3) : pour un développement stratégique », *Oikos Blogue*, 20 avril 2012. Voir : <http://www.oikosblogue.coop/?p=11490>.
- Centre de ressources sur la non-violence (2012). « Deux poursuites n'effacent pas le noir Canada », 2 p. Voir :
http://www.nonviolence.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=221&Itemid=79.
- Chantier de l'économie sociale (2012). *Professionnels en économie sociale pour participer au "Sommet des Peuples" organisé en parallèle de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable RIO + 20*, communiqué du 7 mars 2012. Voir :
<http://www.chantier.qc.ca/?module=document&uid=1550>.
- Coalition pour que le Québec ait meilleure mine (2011). *Poursuite 350 000 \$ de Pétrolia contre Le Soleil et Ugo Lapointe*. Communiqué du 26 avril 2011, 4 p.

<http://www.quebecmeilleuremine.org/content/poursuite-350-000-pétroliia-contre-le-soleil-et-ugo-lapointe>.

Coalition pour que le Québec ait meilleure mine (2012). *Recours contre une poursuite abusive*, communiqué du 17 octobre 2011. Voir : <http://www.quebecmeilleuremine.org/category/tags/ugo-lapointe>.

Cruz, Nicolas (2012). *Rio+20 Urgencia de Cambio de la Logica Economica*, Encuentro de Posicionamiento de las Organizaciones de la Sociedad Civil Dominicana Sobre la Conferencia de la ONU sobre Desarrollo Sostenible Rio+20, Santo Domingo, 6 de marzo 2012, documento Powerpoint, 13 p.

Deneault, Alain, Abadie, Delphine et William Sacher (2008). *Dossier noir*, Montréal, Écosociété.

Équiterre (2012a). *Harper met la hache dans l'évaluation environnementale des grands projets*, Communiqué publié le 29 mars 2012, Montréal, Équiterre, 1 p.

Équiterre (2012b). « Les détails du grand rassemblement du 22 avril », Site d'Équiterre, 17 avril 2012. Voir : <http://www.equiterre.org/actualite/les-detaills-du-grand-rassemblement-du-22-avril>.

Favreau, Louis (2011). « Changer de modèle à l'heure du prochain Sommet de la Terre! », *Blogue Oikos*, 21 novembre 2011. Voir : <http://www.oikosblogue.coop/?p=9616>.

Favreau, Louis (2012a). *L'économie verte, capitalisme vert : quelle partition l'économie sociale et solidaire jouera-t-elle à Rio+20 ?* 7 février 2012, Gatineau, UQO, Carnet de Louis Favreau. Chaire de recherche en développement des collectivités. Voir : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article68>.

Favreau, Louis (2012b). « La transition écologique de l'économie : un rendez-vous à ne pas manquer », *Oikos Blogue*, 11 avril 2012. Voir : <http://www.oikosblogue.coop/?p=11386>.

Favreau, Louis (2012c). « Agence québécoise de développement international : le projet est-il viable ? », *Oikos Blogue*, 18 avril 2012. Voir : <http://www.oikosblogue.coop/?p=11473>.

Favreau, Louis et Mario Hébert (2011). *La planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle! Les réponses de l'ESS à la crise écologique à l'heure de Rio+20*, Document d'orientation présenté aux 5^e RMB à Chamonix en novembre 2011, 54 p. Voir : <http://www.projetdesociete.coop/debat.html>.

Francoeur, Louis-Gilles (2012). « Ottawa et Québec veulent exploiter les richesses naturelles sans débat préalable », *Le Devoir*, 21 et 22 avril 2012, B 2.

Greenpeace Canada (2011). *David contre le Goliath des mines*, 2 février 2011. Voir : <http://www.greenpeace.org/canada/fr/Blog/david-contre-le-goliath-des-mines/blog/33190/>.

Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) (2011). *On change de modèle ! Contribution de l'économie sociale et solidaire (ESS) aux défis actuels du développement durable*, document pour le colloque du 17 octobre 2011, Centre Saint-Pierre, Montréal, 18 p. Voir : <http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/>.

Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) (2012). *Vers Rio+20. Économie et environnement*. Voir le site du GESQ : <http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/>

Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) (2011). « colloque sur l'électrification des transports collectifs », *Bulletin de l'IREC*, janvier-février 2011. <http://www.irec.net/index.jsp?p=35&f=762>.

Kairos (2011). « Le point sur l'ACDI pour les ami-e-s de KAIROS », site web de Kairos : <http://www.kairoscanada.org/wp-content/uploads/2011/10/GI-CIDA-11-10-DefundingFinal-fra.pdf>.

Lachapelle, René (2011). *Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc, Chamonix 9 – 12 novembre 2011*, GESQ, 6 p.

Leclerc, Jean-Claude (2012). « L'aide aux peuples démunis – À qui profite le coup de l'ACDI porté à Développement et paix ? », *Le Devoir*, 2 avril 2012. Voir : <http://www.ledevoir.com/societe/ethique-et-religion/346461/l-aide-aux-peuples-demunis-a-qui-profite-le-coup-de-l-acdi-porte-a-developpement-et-paix>.

Le Devoir (2012a). « Vers la rencontre de juin 2012 – Rio+20 a monopolisé presque l'ensemble des discussions à Porto Alegre », *Le Devoir*, 4 février 2012.

Le Devoir (2012b). « Sommet des Amériques – Le Canada financera la lutte contre la violence liée aux cartels », *Le Devoir*, 16 avril 2012.

Le Devoir (2012c). « Partenariat transpacifique : Harper cherche des appuis au Chili », *Le Devoir*, 16 avril 2012.

Le Devoir (2012d). « Vers Rio 2012 », Cahier spécial G sur l'économie et l'environnement, 21 et 22 avril 2012, 10 p. Voir <http://www.ledevoir.com/motcle/vers-rio-2012-2/>

Lipietz, Alain (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, Paris, 185 p.

Marañón, Boris y Dania López (2012). *Economía solidaria y sociedad alternativa en América Latina. Hacia una agenda de investigación desde la descolonialidad* », *Alternativ@s*, Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC), Revista electronica, Año V, no 67, oct. 28 de 2010, 12 p. Voir : www.rmalc.org.mx.

Mining Watch Canada (2012). *Embajadas canadienses financian visita de periodistas de países en conflicto a congreso de minería*, Communiqué para publicación inmediata, Ottawa, 6 de marzo de 2012, 3 p. Voir : www.miningwatch.ca/fr.

Payne, Elizabeth (2012). « What is going on at CIDA ? », *Ottawa Citizen*, 19 janvier, 2012. <http://www.ottawacitizen.com/business/What+going+CIDA/6017006/story.html>.

Peru hacia Rio+20 (2012). *La Economía Verde en el contexto de la Cumbre de Rio+20*, document *powerpoint* présenté dans le cadre du « taller Economía Verde » qui a eu lieu à Lima le 27 mars 2012, 27 mars 2012, 23 p. Voir : <http://alertaperu.pe/index.php/peru/item/182-grupo-impulsor-per%C3%BA-hacia-r%C3%ADo%20-realiz%C3%B3-taller-de-econom%C3%ADa-verde>.

Plamondon-Emond, Étienne (2011). « Ouverture du Forum social mondial – Alternatives sera présente à Dakar demain », *Le Devoir*, 5 février 2011.

Rencontres du Mont-Blanc (RMB) (2011a). *Cinq chantiers et 20 propositions pour changer de modèle à l'heure de RIO+20*, Document adopté lors du Forum International des dirigeants de l'économie sociale. Les Rencontres du Mont-Blanc, Chamonix, France, novembre 2011, 4 p. Voir : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/sibille/2011/12/08/5-chantiers-et-20-propositions-de-less-pour-changer-de-modele-a-lheure>.

RMB (2011b). Lettre aux chefs d'État membres de l'Organisation des Nations-Unies qui vont participer à Rio+20. Voir https://www.rencontres-montblanc.coop/sites/default/files/rmb_-_lettre_aux_chefs_detat.pdf.

Serrano Mancilla, Alfredo et Sergio Martin Carrillo (2011). *La Economía Verde desde una perspectiva de América Latina*, Fundación Friedrich Ebert en Ecuador, FES-ILDIS. Voir www.fes-ecuador.org.

Shields, Alexandre (2012a). « Sables bitumineux. Possible pipeline entre Montréal et Québec », *Le Devoir*, 24 et 25 mars 2012.

Shields, Alexandre (2012a). « Redevances minières – Le budget Bachand n'a pas convaincu les observateurs », *Le Devoir*, 27 mars 2012.

Vaillancourt, Yves (2008). *L'économie sociale au Québec et au Canada : configurations historiques et enjeux actuels*, Cahiers du LAREPPS, no 08-07, UQAM, Montréal, 59 p. <http://www.larepps.uqam.ca/Page/cahiers.aspx>.

Vaillancourt, Yves (2011). « El proyecto de sociedad alternativa en Ecuador : Socialismo o Social-democracia del siglo XXI ? », *Tendencia*, 92-97.

Vaillancourt, Yves (2012). « Third Sector and the Co-Construction of Canadian Public Policy », in Victor Pestoff, Taco Brandsen et Bram Verschuere (Eds), *New Public Governance, the Third Sector and Co-Production*, Routledge, New York, 79-100.

YMCA (2012). *Presencia YMCA en la cumbre medioambiental RIO+20*, 2 p. Communiqué daté du 23 mars 2012 disponible sur le site suivant : <http://www.lacaymca.org/noticias/jovenes/415-rio20>.